

Art. 4. Les frais éligibles au subventionnement en application de l'article 10.1.26, alinéa deux, de l'arrêté relatif au patrimoine immobilier du 16 mai 2014 sont les suivants :

- 1° les frais de personnel et de fonctionnement ;
- 2° les coûts de conservation préventifs pour le réemballage de tout le matériel présent dans le dépôt ;
- 3° la charge de location ou d'emprunt de l'espace de dépôt.

Bruxelles, le 24 novembre 2015.

Le Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
Geert BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205984]

17 DECEMBRE 2015. — Décret modifiant différents décrets en vue de l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de patrimoine (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 6 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « toutes » est abrogé;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » sont remplacés par les mots « visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° à 7° et 9° à 13°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ci-après dénommée loi spéciale du 8 août 1980 »;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Un suivi spécifique des politiques menées dans les matières d'emploi est mis en place dans le cadre d'un accord de coopération conclu entre la Région wallonne et la Communauté germanophone. ».

Art. 2. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. Relativement au transfert de l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}, une dotation annuelle inscrite au budget de la Région wallonne dès l'année 2016 est octroyée à la Communauté germanophone.

§ 2. Le montant de base de la dotation annuelle correspond à la somme des montants repris aux 1° et 2° et diminuée du montant repris au 3°:

1° 13.297.000 euros;

2° 1,396 pour cent des moyens visés à l'article 35^{onies}, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, ci-après dénommée loi spéciale du 16 janvier 1989, multiplié par la part de la Région wallonne dans les recettes de l'impôt des personnes physiques fédéral;

3° 555.000 euros.

§ 3. Pour l'année budgétaire 2016, le montant de base visé au paragraphe 2 est adapté au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire 2016 et à 75 pour cent de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire 2016 suivant les modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 et ensuite diminué du montant de 555.000 euros.

A partir de l'année budgétaire 2017, le montant attribué pour l'année budgétaire précédente est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée suivant les modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Ce pourcentage est égal à :

1°) 55 pour cent sur la partie de la croissance réelle qui ne dépasse pas 2,25 pour cent;

2°) 100 pour cent sur la partie de la croissance réelle qui dépasse 2,25 pour cent.

§ 4. Le montant de la dotation définie conformément aux paragraphes 2 et 3 est augmenté de la valeur absolue de la somme des deux montants suivants:

1° 1,396 pour cent du montant obtenu par la Région wallonne conformément à l'article 48/1, § 2, 3°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989;

2° 1,396 pour cent de la somme des montants suivants :

a) le montant obtenu par la Région wallonne conformément à l'article 48/1, § 2, 4°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989;

b) la valeur négative d'un montant correspondant à un neuvième du montant visé à l'article 35^{onies}, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, multiplié par la part de la Région wallonne dans les recettes de l'impôt des personnes physiques fédéral.

L'augmentation visée à l'alinéa 1^{er} reste nominalement constante de l'année budgétaire 2016 à l'année budgétaire 2024 incluse. De l'année budgétaire 2025 jusqu'à l'année budgétaire 2034 incluse, elle est réduite linéairement jusqu'à 0. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même décret, le paragraphe 1^{er} est abrogé.

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1^{er}. Si, en application de l'article 6, § 1^{er}, IX, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, une intervention financière est mise en déduction des moyens octroyés à la Région wallonne sur base de l'article 35*nonies*, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, une intervention financière est mise en déduction de la dotation annuelle octroyée à la Communauté germanophone sur base de l'article 4 lorsque le pourcentage de jours dispensés au cours de l'année précédente pour raison de formation, d'études ou de stage par rapport aux jours de chômage complet indemnisé de la même année dépasse 12 pour cent sur le territoire de la région de langue allemande.

L'intervention financière mise en déduction de la dotation annuelle octroyée à la Communauté germanophone sur base de l'article 4, visée à l'alinéa 1^{er}, est obtenue en additionnant les montants suivants:

1^o 35,50 euros, multipliés par le nombre de jours de chômage de l'année précédente dispensés, sur le territoire de la région de langue allemande, pour raison de formation, d'études ou de stage qui dépasse 12 pour cent sans excéder 14 pour cent du nombre de jours de chômage complet indemnisé de la même année, sur le territoire de la région de langue allemande, multiplié par 0,5;

2^o 35,50 euros, multipliés par le nombre de jours de chômage de l'année précédente dispensés, sur le territoire de la région de langue allemande, pour raison de formation, d'études ou de stage qui dépasse 14 pour cent du nombre de jours de chômage complet indemnisé de la même année, sur le territoire de la région de langue allemande.

A partir de l'année budgétaire 2016, les montants de 35,50 euros sont adaptés annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée suivant les modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989. Ce pourcentage est égal au pourcentage déterminé conformément à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Les dispenses pour formations qui préparent à une profession en pénurie et les dispenses octroyées dans le cadre d'une coopérative d'activités ne sont pas prises en considération pour l'application du présent paragraphe.

§ 2. Si, en application de l'article 6, § 1^{er}, IX, 11^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, une intervention financière est mise en déduction des moyens octroyés à la Région wallonne sur base de l'article 35*nonies*, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, une intervention financière est mise en déduction de la dotation annuelle octroyée à la Communauté germanophone sur base de l'article 4 si le nombre moyen annuel de personnes mises à l'emploi dans le système des agences locales pour l'emploi (ALE), domiciliés sur le territoire de la région de langue allemande, dépasse 127.

L'intervention financière mise en déduction des moyens octroyés à la Communauté germanophone sur base de l'article 4, visée à l'alinéa 1^{er}, est obtenue en multipliant le montant de 6.000 euros par la différence entre, d'une part, le nombre moyen de personnes qui sont mises à l'emploi dans le système ALE l'année qui précède et qui sont domiciliés sur le territoire de la région de langue allemande et, d'autre part, 127.

A partir de l'année budgétaire 2016, le montant de 6.000 euros est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée selon les modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989. Ce pourcentage est égal au pourcentage déterminé conformément à l'article 35*nonies*, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989. »

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. § 1^{er}. Chaque année, la Région wallonne prélève, de la dotation visée à l'article 4, un montant qui, en ce qui concerne la Communauté germanophone, correspond à l'estimation du montant de l'impact budgétaire sur l'année budgétaire concernée de l'exécution des compétences, par les institutions fédérales compétentes, en matière de politique axée sur des groupes-cibles visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7^o, a) et b), de la loi spéciale du 8 août 1980 selon des modalités fixées par l'arrêté royal du 23 août 2014 portant exécution de l'article 54, § 1^{er}, alinéa 10, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions.

Après l'échéance de l'année budgétaire concernée, il est déterminé un montant appelé « solde » qui correspond à la différence entre les montants suivants:

1^o le montant prélevé par la Région wallonne visé à l'alinéa 1^{er} ;

2^o le montant effectivement dépensé, par les institutions fédérales compétentes, en matière de politique axée sur des groupes-cibles visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, 7^o, a) et b), de la loi spéciale du 8 août 1980 pour le compte de la Communauté germanophone.

Si le solde est négatif, la Région wallonne prélève, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté germanophone, de la dotation visée à l'article 4 de l'année budgétaire suivante, la valeur absolue du montant du solde.

Si le solde est positif, la Région wallonne l'ajoute au montant de la dotation visée à l'article 4 de l'année budgétaire suivante.

§ 2. Si des matières restaient gérées, durant une période transitoire prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'à ce que la Communauté germanophone prenne les matières effectivement en charge, par les services de la Région wallonne, ou, sur base d'autres accords directement conclus avec l'autorité fédérale, par les services de l'autorité fédérale, pour le compte de la Communauté germanophone, les modalités de prélèvement des montants correspondants de la dotation visée à l'article 4 sont fixés sur la base d'une décision conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone.

§ 3. Dans le cas visés aux paragraphes 1^{er} et 2, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté germanophone, la Région wallonne prélève, de la dotation visée à l'article 4, au plus tard pour l'année suivante, les montants correspondant à toute dépense complémentaire qui serait imputée à la Région wallonne pour l'adaptation des outils ou l'accroissement de la charge administrative provenant d'une modification de la législation par la Communauté germanophone. »

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

« Art.5/3. Une dotation d'un montant de 365.625 euros inscrite au budget de la Région wallonne de l'année 2016 est versée par la Région wallonne à la Communauté germanophone pour le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année 2016. »

Art. 7. L'article 6 du même décret est abrogé.

Art. 8. L'article 7 du même décret est abrogé.

Art. 9. § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, 11^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, des membres du personnel de la Région wallonne sont transférés, à leur demande, à la Communauté germanophone, par arrêté du Gouvernement wallon pris de l'avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Parmi les membres du personnel qui sont dans une situation statutaire, seuls ceux qui remplissent la condition visée à l'article 69, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone peuvent être transférés.

§ 2. Le transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Art. 10. Dans l'article 3 du décret du 23 décembre 1993 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de Monuments et Sites, modifié par le décret du 6 mai 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 5, les mots « et jusqu'à l'année 2015 incluse » sont insérés entre les mots « l'année 2000 » et « , la fixation du montant »;

2^o un paragraphe 6 rédigé comme suit est inséré dans le même article :

« § 6. A partir de l'année budgétaire 2016, la fixation du montant de la dotation s'effectue sur la base du montant de l'année précédente, adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et à un pourcentage de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée suivant les modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Ce pourcentage est à égal à :

1^o pour l'année budgétaire 2016 : 75 %;

2^o à partir de l'année budgétaire 2017 :

a) 55 % sur la partie de la croissance réelle qui ne dépasse pas 2,25 %;

b) 100 % sur la partie de la croissance réelle qui dépasse 2,25 %. »

Art. 11. Les articles 3/1 et 4/1 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, insérés par le décret du 28 avril 2014, sont abrogés.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, pour autant qu'un décret identique adopté par le Parlement de la Communauté germanophone entre également en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 354 (2015-2016), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 décembre 2015.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205984]

17. DEZEMBER 2015 — Dekret zur Abänderung von verschiedenen Dekreten im Hinblick auf die Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Erbe durch die Deutschsprachige Gemeinschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort "alle" ersetzt durch das Wort "die";

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge "in der in Artikel 6 § 1 IX. des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Angelegenheit Beschäftigung" ersetzt durch die Wortfolge "in der in Artikel § 1 IX. Nummern 1 bis 7 und 9 bis 13 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, nachstehend das Sondergesetz vom 8. August 1980 genannt, erwähnten Angelegenheit Beschäftigung";

3° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Eine spezifische Weiterverfolgung der in den Beschäftigungsangelegenheiten geführten Politiken wird im Rahmen eines zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossenen Zusammenarbeitsabkommens eingesetzt.»

Art. 2 - Artikel 4 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Bezüglich der Übertragung der in Artikel 1 angeführten Befugnisse wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine ab dem Jahr 2016 im Haushalt der Wallonischen Region eingetragene jährliche Dotation gewährt.

§ 2 - Der Grundbetrag der jährlichen Dotation entspricht der Summe der in Ziffer 1 und 2 angeführten Beträge, der in Ziffer 3 angeführte Betrag abgezogen wird:

1° 13.297.000 Euro;

2° 1,396% der in Artikel 35^{nonies}, § 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, nachstehend das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 genannt, erwähnten Mittel, multipliziert mit dem Anteil der Wallonischen Region an den Einnahmen der föderalen Steuer der natürlichen Personen;

3° 555.000 Euro.

§ 3 - Für das Haushaltsjahr 2016 wird der in Paragraph 2 erwähnte Grundbetrag nach den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des Haushaltsjahres 2016 und 75% des realen Wachstums des Bruttoinlandsprodukts des Haushaltsjahres 2016 angeglichen und anschließend um den Betrag von 555.000 Euro verringert.

Ab dem Haushaltsjahr 2017 wird der für das vorangegangene Haushaltsjahr zugewiesene Betrag jährlich nach den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des betreffenden Haushaltsjahres und einem Prozentsatz des realen Wachstums des Bruttoinlandsprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen.

Dieser Prozentsatz entspricht:

1°) 55% auf den Teil des realen Wachstums, der 2,25% nicht überschreitet;

2°) 100% auf den Teil des realen Wachstums, der 2,25% überschreitet.

§ 4 - Der Betrag der gemäß den Paragraphen 2 und 3 festgelegten Dotation wird um den absoluten Wert der Summe der beiden folgenden Beträge erhöht:

1° 1,396% des von der Wallonischen Region gemäß Artikel 48/1 § 2 Nummer 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 erhaltenen Betrags;

2° 1,396% der Summe der folgenden Beträge:

a) der von der Wallonischen Region gemäß Artikel 48/1 § 2 Nummer 4 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 erhaltene Betrag;

b) der negative Wert des Betrags, der einem Neuntel des in Artikel 35^{nonies} § 1 Absatz 2 Nummer 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 erwähnten Betrags entspricht, multipliziert mit dem Anteil der Wallonischen Region an den Einnahmen der föderalen Steuer der natürlichen Personen..

Die in Absatz 1 erwähnte Erhöhung bleibt ab dem Haushaltsjahr 2016 bis einschließlich zum Haushaltsjahr 2024 nominal konstant. Ab dem Haushaltsjahr 2025 bis einschließlich zum Haushaltsjahr 2034 wird sie linear verringert bis auf Null.»

Art. 3 - Artikel 5 § 1 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 4 - In demselben Dekret wird folgender Artikel 5/1 eingefügt:

«Art. 5/1 - § 1 - Falls in Anwendung von Artikel 6 § 1 IX. Nummer 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 eine finanzielle Beteiligung von den der Wallonischen Region gemäß Artikel 35^{nonies} § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 gewährten Mitteln abgezogen wird, wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine finanzielle Beteiligung von der gemäß Artikel 4 gewährten jährlichen Dotation abgezogen, wenn der Prozentsatz der Tage, für die im Laufe eines Jahres wegen Ausbildung, Studium oder Praktikum eine Befreiung gewährt wird, im Verhältnis zu den Tagen entschädigter Vollarbeitslosigkeit im selben Jahr im deutschen Sprachgebiet 12% überschreitet.

Die in Absatz 1 erwähnte von der der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 4 gewährten jährlichen Dotation abgezogene finanzielle Beteiligung wird ermittelt, indem folgende Beträge addiert werden:

1° 35,50 Euro, multipliziert mit der Anzahl Arbeitslosigkeitstage des vorangegangenen Jahres, für die auf dem deutschen Sprachgebiet wegen Ausbildung, Studium oder Praktikum eine Befreiung gewährt wurde, die 12% überschreitet, ohne 14% der Anzahl Tage entschädigter Vollarbeitslosigkeit auf dem deutschen Sprachgebiet im selben Jahr zu überschreiten, multipliziert mit 0,5;

2° 35,50 Euro, multipliziert mit der Anzahl Arbeitslosigkeitstage des vorangegangenen Jahres, für die auf dem deutschen Sprachgebiet wegen Ausbildung, Studium oder Praktikum eine Befreiung gewährt wurde, die 14% der Anzahl Tage entschädigter Vollarbeitslosigkeit auf dem deutschen Sprachgebiet im selben Jahr überschreitet.

Ab dem Haushaltsjahr 2016 werden die Beträge von 35,50 EUR jährlich nach den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex und einem Prozentsatz des realen Wachstums des Bruttoinlandsprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen. Dieser Prozentsatz entspricht dem gemäß Artikel 35^{nonies} § 1 Absatz 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bestimmten Prozentsatz.

Die Befreiungen für Ausbildungen, die auf einen Mangelberuf vorbereiten, und die im Rahmen einer Aktivitätsgenossenschaft gewährten Befreiungen werden für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen nicht berücksichtigt.

Falls in Anwendung von Artikel 6 § 1 IX. Nummer 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 eine finanzielle Beteiligung von den der Wallonischen Region gemäß Artikel 35^{nonies} § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 gewährten Mitteln abgezogen wird, wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine finanzielle Beteiligung von der gemäß Artikel 4 gewährten jährlichen Dotation abgezogen, wenn die Anzahl Personen, die im Rahmen des Systems der lokalen Beschäftigungsagenturen (LBA) im Durchschnitt pro Jahr beschäftigt werden und auf dem deutschen Sprachgebiet wohnen, über 127 liegt.

Die in Absatz 1 erwähnte von den der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 4 gewährten Mitteln abgezogene finanzielle Beteiligung wird ermittelt, indem ein Betrag von 6.000 Euro multipliziert wird mit der Differenz zwischen einerseits der durchschnittlichen Anzahl Personen, die im vorangegangenen Jahr im Rahmen des LBA-Systems beschäftigt worden sind und auf dem deutschen Sprachgebiet wohnen, und andererseits 127.

Ab dem Haushaltsjahr 2016 wird der Betrag von 6.000 Euro jährlich nach den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex und einem Prozentsatz des realen Wachstums des Bruttoinlandsprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen. Dieser Prozentsatz entspricht dem gemäß Artikel 35^{nonies} § 1 Absatz 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bestimmten Prozentsatz.»

Art. 5 - In demselben Dekret wird folgender Artikel 5/2 eingefügt:

«Art. 5/2 - § 1 - Die Wallonische Region behält gemäß den durch den Königlichen Erlass vom 23. August 2014 zur Ausführung von Artikel 54 § 1 Absatz 10 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Modalitäten jedes Jahr von der in Artikel 4 erwähnten Dotation einen Betrag ein, der in Bezug auf die Deutschsprachige Gemeinschaft der Schätzung des Betrags der haushaltmäßigen Auswirkungen auf das betroffene Haushaltsjahr für die Ausübung der Zuständigkeiten durch die zuständigen föderalen Einrichtungen bezüglich der Zielgruppenpolitik gemäß Artikel 6 § 1 IX. Nummern 7 a) und b) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 entspricht.

Nach Fälligkeit des betroffenen Haushaltsjahres wird ein "Saldo" genannter Betrag ermittelt, der der Differenz der folgenden Beträge entspricht:

1° der in Absatz 1 erwähnte von der Wallonischen Region einbehaltene Betrag;

2° der tatsächlich durch die zuständigen föderalen Einrichtungen bezüglich der Zielgruppenpolitik gemäß Artikel 6 § 1 IX. Nummern 7 a) und b) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgegebene Betrag.

Wenn der Saldo negativ ist, behält die Wallonische Region nach Konzertierung mit der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft von der in Artikel 4 erwähnten Dotation des folgenden Haushaltsjahres den absoluten Wert des Saldobetrags ein.

Wenn der Saldo positiv ist, fügt die Wallonische Region ihn der in Artikel 4 erwähnten Dotation des folgenden Haushaltsjahres bei.

§ 2 - Wenn gewisse Angelegenheiten während einer Übergangsperiode vom 1. Januar 2016 bis zum Zeitpunkt, ab dem die Deutschsprachige Gemeinschaft die tatsächliche Ausübung dieser Angelegenheiten wahrnimmt, weiterhin von den Diensten der Wallonischen Region oder aufgrund anderer unmittelbar mit dem Föderalstaat abgeschlossener Abkommen von den Diensten der Föderalbehörde für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft verwaltet werden, werden die Modalitäten der Einbehaltung der entsprechenden Beträge von der in Artikel 4 erwähnten Dotation aufgrund einer gemeinsamen Entscheidung der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

§ 3 - Für die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Fälle behält die Wallonische Region nach Konzertierung mit der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft spätestens im Folgejahr von der in Artikel 4 erwähnten Dotation die Beträge ein, die jeglicher zusätzlichen Ausgabe entsprechen, die der Wallonischen Region aufgrund einer Gesetzgebungsänderung durch die Deutschsprachige Gemeinschaft für die Anpassung der Instrumente oder die Zunahme des Verwaltungsaufwands angerechnet würde.»

Art. 6 - In demselben Dekret wird folgender Artikel 5/3 eingefügt:

«Art. 5.3 - Eine im Haushalt der Wallonischen Region des Jahres 2016 eingetragene Dotation in Höhe von 365.625 Euro wird von der Wallonischen Region der Deutschsprachigen Gemeinschaft am ersten Werktag des Monats Mai des Jahres 2016 ausgezahlt.»

Art. 7 - Der Artikel 6 desselben Dekrets ist aufgehoben.

Art. 8 - Der Artikel 7 desselben Dekrets ist aufgehoben.

Art. 9 - § 1 - Zur Ausübung der in Artikel 6 § 1 IX. Nummer 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angeführten Befugnis werden Personalmitglieder der Wallonischen Region auf ihre Anfrage hin der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen; die Übertragung erfolgt durch Erlass der Wallonischen Regierung nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Von den statutarischen Personalmitgliedern können nur jene übertragen werden, welche die in Artikel 69 § 2 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft angeführte Bedingung erfüllen.

§ 2 - Die Übertragung der in Paragraf 1 erwähnten Personalmitglieder tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2016 in Kraft.

Die Personalmitglieder werden mit ihrem Dienstgrad oder mit einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer jeweiligen Eigenschaft übertragen.

Sie behalten mindestens die Besoldung und das Dienstalder, das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie das Amt, das sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, weiterhin in ihrer ursprünglichen Dienststelle ausgeübt hätten.

Art. 10 - Artikel 3 des Dekrets vom 17. Januar 1994 zwecks Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in der Angelegenheit Denkmäler und Landschaften durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 1999, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 5 wird die Wortfolge "bis zum Jahr 2015 einschließlich" zwischen den Wortfolgen "Jahr 2000" und "gilt als Grundbetrag" eingefügt;

2° folgender Paragraf 6 wird in demselben Artikel eingefügt:

«§ 6 - Ab dem Haushaltsjahr 2016 gilt als Grundbetrag für die Festlegung der Höhe der Dotation der Betrag des vorhergehenden Jahres, der jährlich nach den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des betreffenden Haushaltsjahres und einem Prozentsatz des realen Wachstums des Bruttoinlandsprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen worden ist. Dieser Prozentsatz entspricht:

1° für das Haushaltsjahr 2016: 75%

2. ab dem Haushaltsjahr 2017:

a) 55% auf den Teil des realen Wachstums, der 2,25% nicht überschreitet;

b) 100% auf den Teil des realen Wachstums, der 2,25% überschreitet.»

Art. 11 - Die Artikel 3/1 und 4/1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2014, sind aufgehoben.

Art. 12 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft, vorausgesetzt ein vom Parlament der deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedetes gleichlautendes Dekret tritt ebenfalls an diesem Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2015-2016*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, (2015-2016), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. Dezember 2015

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205984]

17 DECEMBER 2015. — Decreet tot wijziging van verschillende decreten betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en erfgoed (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "alle" opgeheven;

2° in artikel 1 worden de woorden "bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 1° tot 7° en 9° tot 13°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hierna bijzondere wet van 8 augustus 1980 genoemd";

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Het beleid gevoerd inzake tewerkstelling maakt het voorwerp uit van een specifieke opvolging in het kader van een samenwerkingsakkoord gesloten tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 4. § 1. In verband met de overdracht van de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden wordt een jaarlijkse dotatie die vanaf het jaar 2016 op de begroting van het Waalse Gewest opgenomen wordt, aan de Duitstalige Gemeenschap toegekend.

§ 2. Het basisbedrag van de jaarlijkse dotatie stemt overeen met de som van de in 1° en 2° bedoelde bedragen en verminderd van het in 3° bedoelde bedrag :

1° 13.297.000 euro;

2° 1,396 procent van de middelen bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, tweede lid, 1°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, hierna bijzondere wet van 16 januari 1989 genoemd, vermenigvuldigd met het aandeel van het Waalse Gewest in de ontvangsten van de federale personenbelasting;

3° 555.000 euro;

§ 3. Voor het begrotingsjaar 2016 wordt het in § 2 bedoelde basisbedrag aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het begrotingsjaar 2016 en aan 75 % van de werkelijke groei van het bruto binnenlands product van het begrotingsjaar 2016 volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989; bedoeld basisbedrag wordt daarna met het bedrag van 555.000 euro verminderd.

Vanaf het begrotingsjaar 2017 wordt het voor het vorige begrotingsjaar toegekende bedrag jaarlijks aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar en aan een percentage van de werkelijke groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

Dit percentage is gelijk aan :

1°) 55 procent op het aandeel van de werkelijke groei die niet hoger is dan 2,25 %;

2°) 100 procent op het aandeel van de werkelijke groei die hoger is dan 2,25 %.

§ 4. Het bedrag van de overeenkomstig §§ 2 en 3 bepaalde dotatie wordt verhoogd met de absolute waarde van de som van de twee volgende bedragen :

1° 1,396 procent van het bedrag ontvangen door het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 4/1, § 2, 3°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989;

2° 1,396 procent van de som van de volgende bedragen :

a) het bedrag ontvangen door het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 4/1, § 2, 4°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989;

b) de negatieve waarde van een bedrag overeenstemmend met een negende van het bedrag bedoeld in artikel 35*nonies*, § 1, tweede lid, 2°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, vermenigvuldigd met het aandeel van het Waalse Gewest in de ontvangsten van de federale personenbelasting.

De in het eerste lid bedoelde verhoging blijft nominaal constant van het begrotingsjaar 2016 tot en met het begrotingsjaar 2024. Van het begrotingsjaar 2015 tot en met het begrotingsjaar 2034 wordt ze lineair tot 0 beperkt. »

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt § 1 opgeheven.

Art. 4. Er wordt een artikel 5/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/1. § 1. Indien overeenkomstig artikel 6, § 1, IX, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 een financiële tegemoetkoming in mindering gebracht wordt van de middelen die op grond van artikel 35*nonies*, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, aan het Waalse Gewest zijn toegekend, wordt een financiële tegemoetkoming in mindering gebracht van de jaarlijkse dotatie die op grond van artikel 4 aan de Duitstalige Gemeenschap is toegekend wanneer het percentage vrijgestelde dagen wegens opleiding, studies of stage ten opzichte van het aantal dagen van vergoede volledige werkloosheid van hetzelfde jaar hoger is dan 12 % op het grondgebied van het Duitse taalgebied.

De financiële tegemoetkoming die in mindering wordt gebracht van de in het eerste lid bedoelde jaarlijkse dotatie die op grond van artikel 4 toegekend wordt aan de Duitstalige Gemeenschap, wordt bekomen door optelling van de volgende bedragen :

1° 35,50 euro, vermenigvuldigd met het aantal werkloosheidsdagen van het vorige jaar vrijgesteld op het grondgebied van het Duitse taalgebied om redenen van vorming, studie of stage, dat meer dan 12 % bedraagt, zonder 14 % te overtreffen van het aantal volledig vergoede werkloosheidsdagen van hetzelfde jaar, op het grondgebied van het Duitse taalgebied, vermenigvuldigd met een factor 0,5;

1° 35,50 euro, vermenigvuldigd met het aantal werkloosheidsdagen van het vorige jaar vrijgesteld op het grondgebied van het Duitse taalgebied om redenen van vorming, studie of stage, dat meer dan 14 % bedraagt van het aantal volledig vergoede werkloosheidsdagen van hetzelfde jaar, op het grondgebied van het Duitse taalgebied.

Het bedrag van 35,50 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2016 jaarlijks aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen en aan een percentage van de reële groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar volgens de modaliteiten bepaald in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989. Dit percentage is gelijk aan het percentage zoals bepaald in artikel 35*nonies*, § 1, vijfde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

De vrijstellingen voor vormingen voorbereidend op een knelpuntberoep en de vrijstellingen die toegekend worden in het kader van een activiteitencoöperatie worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Indien een financiële tegemoetkoming overeenkomstig artikel 6, § 1, IX, 11°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in mindering gebracht wordt van de middelen die op grond van artikel 35*nonies*, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, aan het Waalse Gewest zijn toegekend, wordt een financiële tegemoetkoming in mindering gebracht van de jaarlijkse dotatie die op grond van artikel 4 aan de Duitstalige Gemeenschap is toegekend indien het gemiddelde jaarlijkse aantal personen die in het systeem van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (PWA) zijn tewerkgesteld en die op het grondgebied van het Duitse taalgebied woonachtig zijn, hoger is dan 127.

De financiële tegemoetkoming die in mindering wordt gebracht van de in het eerste lid bedoelde jaarlijkse dotatie toegekend aan de Duitstalige Gemeenschap op grond van artikel 4, wordt bekomen door het bedrag van 6.000 euro te vermenigvuldigen met het verschil tussen enerzijds, het aantal personen die het vorige jaar in het PWA-systeem zijn tewerkgesteld en die woonachtig zijn op het grondgebied van het Duitse taalgebied en anderzijds, 127.

Het bedrag van 6.000 euro wordt vanaf het begrotingsjaar 2016 jaarlijks aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen en aan een percentage van de reële groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar volgens de modaliteiten bepaald in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989. Dit percentage is gelijk aan het percentage zoals bepaald in artikel 35*nonies*, § 1, vijfde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989. »

Art. 5. Er wordt een artikel 5/2 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/2. § 1^{er}. Het Waalse Gewest neemt jaarlijks van de in artikel 4 bedoelde dotatie een bedrag op dat, wat betreft de Duitstalige Gemeenschap, overeenstemt met de raming van het bedrag van de budgettaire impact op het betrokken begrotingsjaar van de uitoefening van de bevoegdheden door de federale instellingen bevoegd voor het doelgroepenbeleid bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, a) en b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 volgens de modaliteiten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 augustus 2014 tot uitvoering van artikel 54, § 1, tiende lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Na het verstrijken van het betrokken begrotingsjaar wordt een bedrag, "saldo" genoemd, bepaald dat overeenstemt met het verschil tussen de volgende bedragen :

1° het door het Waalse Gewest opgenomen bedrag dat in het eerste lid bedoeld is;

2° het bedrag dat werkelijk uitgegeven is door de federale instellingen bevoegd voor het doelgroepenbeleid bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, a) en b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voor rekening van de Duitstalige Gemeenschap.

Indien het saldo negatief is, neemt het Waalse Gewest na overleg met de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, van de in artikel 4 bedoelde dotatie van het volgende begrotingsjaar de absolute waarde van het bedrag van het saldo op.

Indien het saldo positief is, voegt het Waalse Gewest bedoeld bedrag toe aan het bedrag van de in artikel 4 bedoelde dotatie van het volgende begrotingsjaar.

§ 2. Indien aangelegenheden tijdens een voorlopige periode vanaf 1 januari 2016 tot het moment waarop de Duitstalige Gemeenschap de aangelegenheden werkelijk ten laste neemt, nog beheerd worden door de diensten van het Waalse Gewest of, op basis van andere akkoorden rechtstreeks gesloten met de federale overheid, door de diensten van de federale overheid voor rekening van de Duitstalige Gemeenschap, worden de modaliteiten voor het opnemen van de bedragen overeenstemmend met de in artikel 4 bedoelde dotatie vastgesteld op basis van een gezamenlijke beslissing van de Waalse Regering en van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2 en na overleg met de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, neemt het Waalse Gewest van de in artikel 4 bedoelde dotatie uiterlijk voor het volgende jaar de bedragen op die overeenstemmen met elke aanvullende uitgave die toegerekend zou worden op het Waalse Gewest voor de aanpassing van de instrumenten of de toename van de administratieve last voortvloeiend uit een wijziging van de wetgeving voor de Duitstalige Gemeenschap. »

Art. 6. Er wordt een artikel 5/3 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/3. Een dotatie van een bedrag van 365.625 euro opgenomen op de begroting van het Waalse Gewest van het jaar 2016 wordt door het Waalse Gewest aan de Duitstalige Gemeenschap gestort voor de eerste werkdag van de maand mei van het jaar 2016. »

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 11°, van de bijzondere de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen worden personeelsleden van het Waalse Gewest op hun verzoek naar de Duitstalige Gemeenschap overgeplaatst bij besluit van de Waalse Regering genomen na eensluidend advies van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Onder de personeelsleden in een statutaire situatie mogen alleen degenen die voldoen aan de voorwaarde bedoeld in artikel 69, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap overgeplaatst worden.

§ 2. De overdracht van de in § 1 bedoelde personeelsleden heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

De personeelsleden worden met hun graad of met een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid overgeplaatst.

Zij behouden minstens de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in hun dienst van herkomst verder de functie hadden uitgeoefend die zij bekleedden op het ogenblik van hun overplaatsing.

Art. 10. In artikel 3 van het decreet van 23 december 1993 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest in de aangelegenheid " Monumenten en Landschappen, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 5 worden de woorden "en tot en met het jaar 2015" ingevoegd tussen "Vanaf het jaar 2000" en de woorden "wordt het bedrag ";

2° er wordt een § 6 in hetzelfde artikel ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt het bedrag van de dotatie vastgesteld uitgaande van het bedrag van het voorgaande jaar, dat jaarlijks wordt aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar en aan een percentage van de werkelijke groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Dit percentage is gelijk aan :

1° voor het begrotingsjaar 2016 : 75 %;

2° vanaf het begrotingsjaar 2017 :

a) 55 % op het aandeel van de werkelijke groei die niet hoger is dan 2,25 %;

b) 100 % op het aandeel van de werkelijke groei die hoger is dan 2,25. »

Art. 11. De artikelen 3/1 en 4/1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake de ondergeschikte besturen, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014, worden opgeheven.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016 voor zover een gelijk decreet aangenomen bij het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap ook op deze datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waalse Parlement, (2015-2016), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire zitting van 17 december 2015.

Bespreking.

Stemming.